



*Regarder tant vers l'avenir
que vers le passé*

Rapport annuel 2009-2010



CONSEIL D'ADMINISTRATION

(AU 31 MARS 2010)

PRÉSIDENT



Ronald C. Thompson, FCA
Consultant, ancien vérificateur général adjoint du Canada, et ancien commissaire intérimaire à l'environnement et au développement durable

VICE-PRÉSIDENT



Philip Howell, BA, MSC
Directeur général et surintendant
Commission des services financiers de l'Ontario

TRÉSORIÈRE



Roxanne L. Anderson, CA, MBA, CIRP
Associée principale du secteur des services du gouvernement fédéral et associée-directrice du bureau d'Ottawa
PricewaterhouseCoopers s.r.l.

SECRÉTAIRE



Charles-Antoine St-Jean, FCA
Associé
Ernst & Young s.r.l.



Gilles Bédard, FCGA
Vérificateur général adjoint du Québec



Carol Bellringer, FCA, MBA
Vérificatrice générale du Manitoba



Kevin Dancey, FCA
Président et directeur général
Institut Canadien des Comptables Agréés



Jacques R. Lapointe, CA, CIA
Vérificateur général de la Nouvelle-Écosse



Doug Lynkowski, CA
Contrôleur
Conseil du Trésor de l'Alberta



James Ralston, CA, Ph.D.
Contrôleur général du Canada



Joy Thomas, MBA, FCMA, C.Dir.
Présidente et chef de la direction
CMA Canada



Robert (Bob) M. Wener, MBA, CA, CIRP
Associé directeur général - Ottawa
KPMG s.r.l.



John Wiersema, FCA
Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général du Canada

LE MOMENT EST VENU DE REPENSER NOTRE STRATÉGIE



Ces dernières années, la CCAF-FCVI a enregistré une augmentation marquée des demandes de soutien et d'aide présentées par ses membres et ses parties prenantes.

Ainsi, le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) a invité la CCAF-FCVI à jouer un rôle substantiel dans le cadre de son symposium annuel sur la vérification de la performance en 2009 et 2010.

De même, le Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) a demandé à la CCAF-FCVI de mener des recherches pour lui, notamment une étude sur les attributs d'un comité des comptes publics efficace et une enquête auprès des membres du CCCCCP. La CCAF-FCVI a également rencontré les comités des comptes publics individuellement afin de leur suggérer des manières d'améliorer leur fonctionnement.

Notre travail novateur dans le domaine des rapports publics de performance a conduit à des projets spéciaux pour le gouvernement de l'Alberta et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada au cours de l'exercice écoulé. En tant que co-fondatrice et co-présidente du Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP), la CCAF-FCVI a développé avec ces derniers une relation de plus en plus dynamique.

Sur le plan international, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a depuis 2007 généreusement accru le financement accordé à la CCAF-FCVI afin de donner à celle-ci les moyens de consolider le travail qu'elle mène de longue date avec les institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement.

Ces demandes et toutes les autres sont une bonne nouvelle pour la CCAF-FCVI, car elles montrent que nous remplissons un rôle important pour nos parties prenantes. Toutefois, le vaste spectre de nos travaux a exercé une pression considérable sur nos ressources, tant humaines que financières.

Au cours des 30 dernières années, la CCAF-FCVI s'est forgé une réputation enviable pour l'excellence et la pertinence de son travail. Nous souhaitons maintenir cette réputation.

Compte tenu des considérables difficultés budgétaires rencontrées par le secteur public, nous devons désormais nous concentrer sur les grandes priorités de nos parties prenantes et veiller à avoir suffisamment de ressources pour répondre à leurs besoins.

Par conséquent, le conseil d'administration a décidé, en avril 2010, de lancer un nouveau processus de planification stratégique – même si le cadre stratégique actuel est en principe valable jusqu'en 2012-2013. Nous avons décidé de réexaminer tout ce que nous faisons, depuis notre mission et notre vision de base jusqu'à nos buts stratégiques et résultats attendus.

Pour mener à bien ce processus, il faudra du temps. Nous menons des consultations étroites avec nos parties prenantes et notre nouveau plan stratégique sera soumis au conseil d'administration au début de 2011. Ce nouveau plan prendra effet au début du prochain exercice financier, en avril 2011.

Dans le cadre de ce processus, notre conseil d'administration examine également de près les ressources de la CCAF-FCVI afin de s'assurer qu'il existe une adéquation parfaite entre les attentes de ses parties prenantes et sa capacité à y répondre.

Compte tenu des nombreux changements en perspective, il semblait sage de faire preuve de parcimonie dans l'utilisation de nos faibles ressources au moment de discuter du passé. C'est pourquoi notre rapport annuel est largement raccourci. Notre nouveau cadre stratégique sera présenté en détail dans le prochain rapport annuel.

Pour conclure, je souhaite remercier chaleureusement **Michael Eastman** et son équipe dévouée et travailleuse de nous avoir guidés tout au long d'une année 2010 riche en succès et d'avoir accepté le défi de travailler ensemble, avec enthousiasme et fierté, à l'élaboration d'une nouvelle vision stratégique pour les années à venir.



Ronald C. Thompson, FCA
Président du conseil d'administration

Message du président

REGARDER TANT VERS L'AVENIR QUE VERS LE PASSÉ



Comme notre président **Ron Thompson** l'a indiqué dans son message, le conseil d'administration de la CCAF-FCVI a entrepris un processus de planification stratégique. Notre nouveau plan sera en place pour avril 2011. Il sera présenté en détail dans notre rapport annuel 2010-2011.

Ce que nous avons fait pour nos membres en 2009-2010

La CCAF-FCVI a accompli une quantité de travail incroyable en 2009-2010, grâce au dévouement et au dur labeur de ses membres, de son personnel et de ses collaborateurs.

FORMATION ET ÉVÉNEMENTS

Ces deux dernières années, le Conseil canadien des vérificateurs législatifs a demandé à la CCAF-FCVI de jouer un rôle majeur dans la planification et l'organisation de son événement phare de perfectionnement professionnel sur la vérification de la performance, à savoir son symposium annuel de deux jours. Nous avons été ravis de pouvoir lui apporter notre soutien.

Depuis 2006, la CCAF-FCVI a conçu deux cours sur la vérification de la performance et plusieurs autres cours connexes, notamment :

- Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources) (5 jours);
- Vérification de la performance (optimisation des ressources) – Niveau II (3 jours);
- Initiation à la mesure de la performance et aux rapports de performance;
- Collecte et analyse des éléments probants dans le cadre de la vérification de la performance;
- Rédaction des rapports de vérification.

La plupart des bureaux provinciaux de vérification législative s'adressent désormais à la CCAF-FCVI pour répondre à leurs besoins en matière de formation sur la vérification de la performance. De plus, tant des vérificateurs internes que des vérificateurs municipaux ont suivi certains de nos cours. En mars 2010, pour la première fois, nous avons proposé une version de notre cours sur les principes de base spécialement adaptée pour les vérificateurs internes, laquelle a été très bien accueillie. Une deuxième présentation de ce cours a été organisée en avril 2010.

En 2006, les membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs nous ont demandé de mettre en place un programme de formation. L'enquête que nous avons menée sur leurs besoins a révélé qu'ils souhaitaient ardemment recevoir une mise à jour annuelle sur les changements touchant les normes en matière de comptabilité et de vérification dans le secteur public.

En consultation avec des membres du personnel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, et avec le soutien généreux de KPMG, nous avons élaboré une séance de mise à jour qui a été dispensée dans tout le Canada en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. La CCAF-FCVI a mis fin à la présentation de ces séances à compter du 31 mars 2010.

Fin 2009, le Conseil canadien des vérificateurs législatifs nous a demandé de l'aider à élaborer et animer un symposium international de premier plan rassemblant des vérificateurs législatifs canadiens et australiens ainsi qu'un haut responsable du Government Accountability Office des États-Unis. Ce symposium s'est tenu à Vancouver en mars 2010, et les participants l'ont trouvé extrêmement réussi.

Message du directeur général

RECHERCHE

En février 2010, la CCAF-FCVI a publié le rapport clé de son programme de recherche portant sur le thème *Innovation, risque et contrôle*.

Tout au long de 2009, la CCAF-FCVI a consulté des centaines de gestionnaires, de vérificateurs et de législateurs provinciaux et fédéraux de tout le Canada sur l'innovation, le risque et le contrôle. Ce processus comprenait notamment une enquête menée auprès des gestionnaires sur des questions comme les obstacles à l'innovation et la tolérance de leur organisation à l'égard du risque.

Les résultats de ces consultations et de cette enquête ont précieusement éclairé la rédaction du rapport final, intitulé, *Innovation, risque et contrôle. Guide du secteur public pour encourager l'innovation, comprendre le contrôle, gérer le risque, réduire les lourdeurs administratives... et optimiser les résultats pour les citoyens*.

Dans ce rapport, on présente quatre principes de gestion visant à guider et à faire réfléchir les gestionnaires, les législateurs et les vérificateurs au Canada. Le document a été largement distribué, sous forme papier et électronique, aux hauts fonctionnaires de tout le pays.

En mai 2010, la CCAF-FCVI a organisé à Ottawa un autre symposium majeur sur ce thème. *De la théorie à la pratique : Aller de l'avant avec le programme de gestion* a été présidé conjointement par **Michelle d'Auray**, Secrétaire du Conseil du Trésor du Canada, et **Carole Swan**, présidente de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le rapport de projet de la CCAF-FCVI faisait partie des documents essentiels remis aux participants avant le symposium.



RAPPORTS PUBLICS DE PERFORMANCE

Depuis 2006, la CCAF-FCVI mène un programme actif de recherche et de développement des capacités dans le domaine des rapports publics de performance.

En 2009, grâce à un financement du Conseil du Trésor de l'Alberta, la CCAF-FCVI a examiné les solutions permettant d'appliquer les nouvelles technologies de l'Internet à une version Web axée sur les citoyens de *Measuring Up*, le rapport de performance concernant l'ensemble du gouvernement de l'Alberta. Nous avons donc défini dix bonnes pratiques permettant de présenter efficacement sur le Web des rapports de performance axés sur les citoyens et nous les avons appliquées directement à *Measuring Up*, en évaluant la faisabilité technique de chaque changement envisagé.

Fin 2009-début 2010, nous avons réalisé une étude comparative et des plus détaillées sur les pratiques en matière de présentation de l'information sur la performance utilisées dans l'Administration fédérale et dans un certain nombre d'autres Administrations au Canada et à l'étranger. Ce travail a été financé par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Le but de cette étude consistait à établir si les ministères fédéraux avaient amélioré leurs pratiques de présentation de rapports au Parlement et à mettre en évidence quelques pratiques exemplaires et modèles à suivre.

COMITÉS DES COMPTES PUBLICS

Depuis sa création en 1980, la CCAF-FCVI collabore étroitement avec le Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) afin de trouver des moyens novateurs de renforcer les comités des comptes publics au Canada et d'améliorer la collaboration entre ces comités et les vérificateurs législatifs.

En 2008, en partenariat avec KPMG et la Banque mondiale, la CCAF-FCVI a mené une enquête sur les pratiques des comités des comptes publics au Canada. Les résultats de cette enquête, présentés à la réunion annuelle du CCCCPC et du CCVL, ont fourni un instantané de l'activité des comités des comptes publics. Ils ont également mis en évidence les tendances, les enjeux et les difficultés concernant ces comités.

En s'appuyant sur ces travaux, la CCAF-FCVI a aidé le CCCCPC à élaborer un document intitulé *Attributs favorisant l'efficacité des comités des comptes publics*. Le Groupe consultatif de la CCAF-FCVI sur les comités des comptes publics, qui rassemble des greffiers et des présidents de ces comités ainsi que le directeur exécutif du CCCCPC, a largement contribué à ce document. La version provisoire de ce document a été débattue à la conférence annuelle du CCCCPC et du CCVL en 2009 et a depuis été publiée sous sa forme définitive, avec une trousse à outils mise à jour pour les comités des comptes publics.

INTERNATIONAL PROGRAM

En 2007, l'ACDI a généreusement étendu le financement accordé à notre *Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes destiné aux vérificateurs législatifs* afin de nous donner les moyens de consolider le travail accompli de longue date avec les institutions supérieures de contrôle des pays en développement.

En 2009, sept boursiers ont obtenu leur diplôme dans le cadre du volet « bourses d'études » de notre Programme international. Ils étaient onze en 2010. En mai 2010, un total de 209 boursiers issus de 53 pays avaient participé à notre Programme international, lancé en 1980.

Grâce à ce financement supplémentaire de l'ACDI, la CCAF-FCVI est désormais en mesure de renforcer la formation dispensée au Canada à ses boursiers en y ajoutant un soutien après l'obtention de leur diplôme. Ce soutien comprend des séances de formation fournies à l'étranger et un accès permanent aux recherches, aux réseaux et aux connaissances spécialisées de la CCAF-FCVI.

En avril 2009, la CCAF-FCVI a organisé en Tanzanie quatre ateliers pour les vérificateurs du Ghana, du Kenya, du Rwanda et de la Tanzanie. Elle a également proposé des ateliers au Kenya, au Ghana et au Belize à l'automne 2009, et au Belize, au Guyana, à la Barbade et au Vietnam au début de l'année 2010.

Le financement supplémentaire accordé par l'ACDI a également permis d'ajouter un volet de soutien technique et de mentorat au Programme international. Dans le cadre de ce nouveau volet, certains vérificateurs généraux provinciaux ont été « jumelés » avec leurs homologues des bureaux nationaux de vérification des pays participants. En mai 2010, nous avons réuni des hauts représentants de bureaux de vérification de pays en développement, de certains bureaux de vérification canadiens (paliers fédéral et provincial) et de l'ACDI afin d'examiner les leçons apprises de ce jumelage et les étapes suivantes.

PARTICIPANTS DE 2009-2010 AU VOLET BOURSES D'ÉTUDES



Lawrence Ndaago Ayagiba
Bureau de vérification du Ghana



Pham Nguyen Lien Huong
Bureau de la vérification d'État
du Vietnam



Bidosessi Serge Bernadin Batonon
Chambre des Comptes de la
Cour Suprême du Bénin



Levina Kishimba
Bureau national de vérification
de la Tanzanie



Modibo Cissé
Bureau du vérificateur général
du Mali



Liliam Marin
Bureau du contrôleur général
du Costa Rica



Bernadette George
Bureau du vérificateur général
de Sainte-Lucie



Godfrey B. Ngowi
Bureau national de vérification
de la Tanzanie



Vu Thi Thanh Hai
Bureau de la vérification d'État
du Vietnam



Elizabeth Tieng
Bureau national de la vérification
du Kenya



Pamela Humphrey
Bureau de vérification
de la Barbade

CONSEIL CANADIEN DES VÉRIFICATEURS INTERNES DU SECTEUR PUBLIC

La CCAF-FCVI sert de secrétariat au *Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public* (CCVISP), dont elle préside le forum annuel, conjointement avec la Division de la vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances).

Le CCVISP se renforce d'année en année. Son forum annuel rassemble de nombreux participants, attire des conférenciers extérieurs de haut niveau et aborde des thèmes importants (comme la réponse de la vérification interne aux programmes de relance ou de financement de l'infrastructure; la mesure des incidences de la fonction de vérification interne ainsi que la présentation de rapports en la matière).

En outre, le CCVISP collabore de plus en plus en dehors de son rassemblement annuel. Il a fourni des conseils et un soutien précieux à la CCAF-FCVI dans le cadre de son projet de recherche sur l'innovation, le risque et le contrôle. Il a recensé et mis à l'essai un ensemble d'indicateurs de performance pour la vérification interne. Certains de ses membres ont participé à un forum ayant pour thème les programmes de relance et de financement de l'infrastructure, organisé en 2009 par le Bureau du contrôleur général du Canada.

Avec le soutien de la CCAF-FCVI, le CCVISP a organisé des forums annuels couronnés de succès à Toronto en 2009 et à Winnipeg en 2010. Il prévoit tenir son forum 2011 dans les Territoires du Nord-Ouest.

COMMUNICATION AUX MEMBRES

La CCAF-FCVI possède un nouveau site Web contenant de précieuses ressources pour ses membres. Ce site est accessible à l'adresse www.ccaf-fcvi.com.

NOS BUTS POUR 2010-2011

Cet exercice financier marque le 30^e anniversaire de la CCAF-FCVI, mise sur pied en 1980 par l'ancien vérificateur général du Canada, **James J. Macdonell**. Nous avons parcouru une longue route ensemble et notre aventure est loin d'être terminée.

Le principal but de la CCAF-FCVI pour 2010-2011 sera de mener de vastes consultations auprès des parties prenantes et d'élaborer un nouveau plan stratégique. Ces dernières années, l'environnement dans lequel évolue la CCAF-FCVI, tant au Canada qu'à l'étranger, a beaucoup changé. Le nouveau cadre stratégique nous aidera à nous concentrer sur les priorités essentielles de nos principales parties prenantes au cours des années riches en défis qui nous attendent.

La CCAF-FCVI s'attachera également à poursuivre ses activités dans la limite des ressources dont elle dispose. Pour la première fois depuis de nombreuses années, elle prévoit un budget déficitaire pour 2010-2011. Le projet de cadre stratégique sera aussi l'occasion de revoir sa gestion financière afin de veiller à disposer de ressources suffisantes pour répondre aux besoins de ses principales parties prenantes.

L'exercice à venir sera important pour le Programme international. Les objectifs sont notamment d'embaucher une personne très chevronnée pour diriger ce programme; de veiller à ce que nos activités soient en totale adéquation avec le travail de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) en matière de renforcement des capacités; de coordonner nos interactions relatives à l'INTOSAI avec le Bureau du vérificateur général du Canada; et de formuler une proposition solide pour s'assurer le financement de l'ACDI après juin 2012.

Au nom du personnel du Secrétariat, je souhaite remercier les membres du conseil d'administration ainsi que l'ensemble des membres et des parties prenantes de la CCAF-FCVI pour leur soutien et leur participation au travail que nous avons accompli cette année. J'ai hâte de poursuivre notre collaboration au cours du prochain exercice.



Michael P. Eastman, FCMA
Directeur général

**ORGANISATIONS MEMBRES ET PARTENAIRES FINANCIERS DE LA CCAF-FCVI
(AU 31 MARS 2010)**

 **AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL**



**GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES-DU-
NORD-OUEST**

 **ALBERTA
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**NOUVEAU-BRUNSWICK
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**CANADA
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



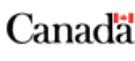
**NOUVELLE-ÉCOSSE
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**COLOMBIE-BRITANNIQUE
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



GOUVERNEMENT DU NUNAVUT

 **CANADA – CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA /
BUREAU DE CONTRÔLEUR GÉNÉRAL**



**ONTARIO
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



ERNST & YOUNG



**ONTARIO
MINISTÈRE DES FINANCES**



**ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



PRICEWATERHOUSECOOPERS

 **INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES
AGRÉÉS**



**QUÉBEC
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

 **KPMG CANADA**



**QUÉBEC
LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**

 **LCBO – SERVICES DE VÉRIFICATION INTERNE**



**SASKATCHEWAN
BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**



**MANITOBA
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**TERRE-NEUVE
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

SECRETARIAT DE LA CCAF-FCVI



Michael P. Eastman, FCMA
Directeur général



Julia Belanger
Agente des finances et d'administration



Lynne Casiple-Lueck
Informaticienne / Webmestre



Barbara Dumont
Agente de programme, Programmes internationaux



Micheline Gagnon-Vaillancourt
Adjointe administrative, Programmes internationaux
(présentement en congé de maternité)



Sophie Gauthier *(depuis le 1^{er} septembre 2010)*
Adjointe administrative, Programmes internationaux



Yves Gauthier
Programmes internationaux



Kate Gertz
Agente de communication, Programmes internationaux



Caroline Jorgensen
Directrice intérimaire, Programmes internationaux



Lee McCormack
Directeur de la recherche



James Oulton
Adjoint à la recherche



Julien Raynaud *(depuis le 30 août 2010)*
Coordonnateur d'événements et adjoint de direction



Carine Turay
Coordonnatrice de la formation et de
l'administration des activités connexes



Nicole Wiczorek
Directrice de la formation et chef des services
financiers, ainsi que secrétaire du Conseil
canadien des vérificateurs internes du secteur
public (CCVISP)

ÉTATS FINANCIERS

De

CCAF-FCVI INC.

Pour l'exercice clos

LE 31 MARS 2010

Welch L.L.P.

An Independent Member of BKR International

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de

CCAF-FCVI INC.

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2010 ainsi que les états des opérations et du changement dans l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2010, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



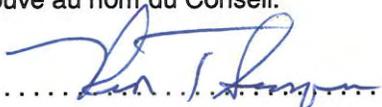
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)
le 4 juin 2010.

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<u>ACTIF</u>		
À COURT TERME		
Encaisse	812 719 \$	280 217 \$
Débiteurs	170 276	101 149
Frais payés d'avance	8 220	23 049
Certificats de dépôt garanti	<u>-</u>	<u>1 100 000</u>
	<u>991 215</u>	<u>1 504 415</u>
ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES - note 4	<u>-</u>	<u>2 485</u>
	<u>991 215 \$</u>	<u>1 506 900 \$</u>
<u>PASSIF ET ACTIF NET</u>		
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	372 655 \$	387 634 \$
Revenus reportés - note 5	29 880	57 693
Fonds non-dépensés - Programme international - note 6	26 967	442 245
Fonds non-dépensés - Programme des rapports publics sur la performance - note 7	<u>-</u>	<u>176 164</u>
	<u>429 502</u>	<u>1 063 736</u>
ACTIF NET	<u>561 713</u>	<u>443 164</u>
	<u>991 215 \$</u>	<u>1 506 900 \$</u>

Approuvé au nom du Conseil:


Administrateur


Administrateur

(voir notes ci-jointes)

Welch LLP

An Independent Member of BKR International

ÉTAT DES OPÉRATIONS ET DU CHANGEMENT DANS L'ACTIF NET
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
REVENUS		
Cotisations et contributions des membres	1 034 180 \$	1 049 245 \$
Fonds du programme international	1 692 425	1 177 535
Fonds du programme des rapports publics sur la performance	175 577	177 606
Contributions pour la recherche et autres	175 190	242 426
Publications et des sessions de formation - note 8	196 193	195 130
Intérêts	<u>2 503</u>	<u>20 769</u>
	<u>3 276 068</u>	<u>2 862 711</u>
DÉPENSES POUR PROGRAMMES		
Programme international	1 466 438	1 103 440
Rapports publics sur la performance	140 957	177 606
Recherche et développement des capacités	663 730	666 825
Communications et relations avec les parties prenantes	183 909	142 599
Publications et des sessions de formation - note 8	141 111	154 080
Formation	<u>198 979</u>	<u>240 536</u>
	<u>2 795 124</u>	<u>2 485 086</u>
DÉPENSES GÉNÉRALES		
Services de soutien et corporatifs	172 280	150 271
Frais généraux et d'opérations	166 145	181 272
Amortissement	<u>2 485</u>	<u>7 992</u>
	<u>362 395</u>	<u>339 535</u>
	<u>3 157 519</u>	<u>2 824 621</u>
REVENU NET	118 549	38 090
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>443 164</u>	<u>405 074</u>
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>561 713 \$</u>	<u>443 164 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR		
Les activités d'exploitation		
Revenu net	118 549 \$	38 090 \$
Item ne nécessitant pas une sortie immédiate d'encaisse:		
Amortissement	<u>2 485</u>	<u>7 992</u>
	121 034	46 082
Variations dans les actifs/passifs		
Augmentation (diminution) des débiteurs	(69 127)	60 214
Diminution des frais payés d'avance	14 829	(8 517)
Augmentation des créditeurs et frais courus	(14 979)	37 001
Augmentation des revenus reportés	<u>(27 813)</u>	<u>10 961</u>
Encaisse fournie par les activités d'exploitation	<u>23 944</u>	<u>145 741</u>
Les activités d'investissement		
Rachat (achat) d'un certificat de dépôt garanti - net	<u>1 100 000</u>	<u>(400 000)</u>
Les activités de financement		
Avances du programme international (dépenses) - nettes	(415 278)	414 187
Avances du programme Fondation des rapports publics sur la performance (dépenses) - nettes	<u>(176 164)</u>	<u>(19 070)</u>
	<u>(591 442)</u>	<u>395 117</u>
FLUX NET DE TRÉSORERIE	532 502	140 858
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>280 217</u>	<u>139 359</u>
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>812 719 \$</u>	<u>280 217 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

Welch LLP

An Independent Member of BKR International

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

1. POUVOIR ET OPÉRATIONS

La Fondation a été établie en 1980 par lettres patentes en vertu de la Partie II de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

La Fondation contribue le leadership des idées et bâtit les connaissances et la capacité qui permettent une gouvernance effective et augmentent la pertinence de la responsabilisation, la gestion et la vérification. Le point de mire et le bénéficiaire du travail de la Fondation est le secteur public. Les activités principales de la Fondation sont la recherche, l'éducation et autres programmes de support dans les domaines suivants; l'information sur la gouvernance et sur les pratiques liées à la gouvernance et à la responsabilisation; l'information sur les résultats (financière ou non) qui pourrait servir à rendre compte publiquement ou à supporter la planification ou l'évaluation des améliorations dans la planification stratégique et commerciale; les approches et les pratiques de contrôleur et de gestionnaire y compris l'information sur la performance, le risque, le contrôle et l'éthique; la vérification de la performance, y compris mais sans se limiter aux vérifications de l'information sur la performance tel que diffusée aux corps gouvernants et/ou au public; et la vérification d'intendance, de gestion, de contrôle et d'autres pratiques de gestion axées vers les résultats.

La Fondation a été organisée et opère selon le mandat décrit ci-dessus et comme tel est exempté d'impôts d'après les lois fiscales du Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES ET AUTRES QUESTIONS

Conventions comptables importantes

a) *Cotisations, revenus de sessions de formation, de publications et de contributions*

Les cotisations des membres et les revenus tirés des sessions de formation et des publications sont reconnus au revenu de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés. Les contributions ont été inscrites selon la méthode comptable du report pour les contributions. Selon cette méthode, les contributions sont reconnues au revenu de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées.

b) *Coûts de développement*

La Fondation a formulé des cours et a préparé des publications afin d'accomplir son mandat tel que décrit à la note 1. Les revenus rattachés à l'utilisation ou à la vente de ces items sont généralement déterminés de telle façon que seuls les coûts directs sont recouvrables. Tous les coûts encourus dans le développement des publications sont inscrits à la dépense dans l'exercice où ils sont encourus. Les coûts de développement des sessions de formation sont passés à la dépense lorsqu'encourus à moins que le recouvrement de ces coûts est certain lorsqu'ils sont encourus.

c) *Publications*

À cause de l'incertitude rattachée au recouvrement des coûts directs encourus lors de l'impression des publications, ces coûts sont inscrits à la dépense de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES ET AUTRES QUESTIONS - suite**Conventions comptables importantes - suite****d) *Équipement et améliorations locatives***

Les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

L'amortissement des meubles et équipement de bureau est calculé selon l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire sur la période restante du bail.

e) *Placements*

La Fondation a classifié ses placements en tant que détenus pour fins de transactions et les a inscrits à leur juste valeur marchande. Les dépôts à terme sont inscrits au coût qui, avec les intérêts courus à recevoir, équivaut à leur juste valeur marchande puisqu'ils sont de nature courante. Les achats et les ventes de placements sont inscrits à la date de règlement. Les coûts liés à l'achat de placements, s'il y en a, sont inclus dans le coût des placements. Les frais de gestion de portefeuille sont passés à la dépense lorsqu'ils sont encourus.

f) *Apports en nature*

Certains donateurs fournissent leur temps et absorbent certains coûts relatifs aux activités de la Fondation. Puisqu'il est difficile de déterminer la juste valeur et l'étendue de ces apports en nature, ils ne sont pas comptabilisés.

Autres questions***Utilisation d'estimations***

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la Direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses comptabilisés. À leur réalisation, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Ces états financiers comprennent un passif estimé pour une portion des dépenses de déplacement international pour l'exercice courant et l'exercice précédent, puisque le recouvrement de ces dépenses par le bailleur de fonds est incertain. S'il y a des différences entre le montant couru et le règlement réel, ces différences seront comptabilisées lors de l'exercice de règlement.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Fondation se composent de l'encaisse, des certificats de placement garanti, des débiteurs, des créditeurs et frais courus et des fonds non-dépensés du Programme international et du Programme des rapports publics sur la performance. Sauf, si autrement mentionné et selon l'avis des administrateurs, la Fondation n'est pas sujette à des risques importants liés aux fluctuations des taux d'intérêts, des taux de change et/ou des marchés découlant de ces instruments financiers. La juste valeur marchande de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur aux livres à cause de leurs échéances à court terme.

La Fondation continue d'appliquer la Section 3861 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, et n'a pas adopté les Sections 3862 et 3863.

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

4. ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

Les équipements et améliorations locatives et l'amortissement cumulé se détaillent comme suit:

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	40 438 \$	114 505 \$
Amortissement cumulé	<u>40 438</u>	<u>112 020</u>
	<u>-</u> \$	<u>2 485</u> \$

Durant l'exercice, la Fondation a réduit le cout de ses actifs pour les biens âgés qui ne sont plus disponible ou qui ne sont plus serviable.

5. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent diverses contributions liées aux opérations de la Fondation et à des projets de recherche concernant les exercices futurs tels que résumés comme suit:

	<u>Opérations</u>	<u>Recherche</u>	<u>Total</u>
Solde au 31 mars 2009	27 693 \$	30 000 \$	57 693 \$
Revenu reconnu au cours de l'exercice	(27 693)	(30 000)	(57 693)
Revenu reçu au cours de l'exercice qui se rapporte aux exercices futurs	<u>29 880</u>	<u>-</u>	<u>29 880</u>
Solde au 31 mars 2010	<u>29 880</u> \$	<u>-</u> \$	<u>29 880</u> \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

6. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL

La Fondation coordonne un programme conçu pour développer des capacités en vérification de la performance (optimisation des ressources) des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en voie de développement participants. Les activités du programme consistent des placements des boursiers au Canada pour les vérificateurs principaux, des ateliers à l'étranger et un programme de mentorat et support technique des bureaux de vérification législative du Canada. Un autre but du programme est de renforcer les liens entre les ISC participants les institutions liés, comme les comités de surveillance et les ministères clés des gouvernements en offrant des ateliers sur des concepts de bonne gouverne, la reddition de comptes et la surveillance.

Les couts du programme international sont financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec certaines contributions en nature des experts canadiens du Bureau du vérificateur général du Canada et des bureaux provinciales participants. L'ACDI défraie les coûts directs du programme et contribue aux coûts indirects de la Fondation. L'entente de contribution de cinq ans avec l'ACDI se termine le 30 novembre 2012.

Les activités financières du programme international se détaillent comme suit:

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Flux de trésorerie relatifs au programme		
Montants non-dépensés au début de l'exercice	442 245 \$	28 058 \$
Avances reçues de l'ACDI	<u>1 272 083</u>	<u>1 573 360</u>
	<u>1 714 328</u>	<u>1 601 418</u>
Dépenses au cours de l'exercice	1 692 425	1 177 535
Autre rajustements	<u>(5 064)</u>	<u>(18 362)</u>
	<u>1 687 361</u>	<u>1 159 173</u>
Montants non-dépensés à la fin de l'exercice	<u>26 967 \$</u>	<u>442 245 \$</u>

7. PROGRAMME DES RAPPORTS PUBLICS SUR LA PERFORMANCE

La Fondation coordonne présentement un programme par lequel des projets pilotes sont entrepris qui ont pour but d'atteindre un niveau plus élevé de présentation du rendement public. Les coûts de ce programme sont financés par la Fondation Alfred P. Sloan (FAPS), qui exige des contributions équivalentes, soit en espèce ou en nature, soient reçues d'autres juridictions canadiennes afin d'obtenir les fonds. L'entente de contribution avec la FAPS, pour 150 000 \$ US par année, est terminée durant l'exercice. Les activités financières du programme se résument comme suit:

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Flux de trésorerie relatifs au programme		
Fonds non-dépensés au début de l'exercice	176 164 \$	195 234 \$
Avances reçues de la FAPS	<u>(587)</u>	<u>158 536</u>
	<u>175 577</u>	<u>353 770</u>
Dépenses au cours de l'exercice	<u>175 577</u>	<u>177 606</u>
Fonds non-dépensés à la fin de l'exercice	<u>- \$</u>	<u>176 164 \$</u>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

8. REVENUS NETS TIRÉS DES PUBLICATIONS ET DES SESSIONS DE FORMATION

Les revenus nets provenant de ces activités se composent des montants suivants et n'incluent que les coûts directs.

	2010			2009		
	Revenus	Dépenses	Net	Revenus	Dépenses	Net
Publications	1 743 \$	140 \$	1 603 \$	2 063 \$	161 \$	1 902 \$
Sessions de formation	<u>194 450</u>	<u>140 971</u>	<u>53 479</u>	<u>193 067</u>	<u>153 919</u>	<u>39 148</u>
	<u>196 193 \$</u>	<u>141 111 \$</u>	<u>55 082 \$</u>	<u>195 130 \$</u>	<u>154 080 \$</u>	<u>41 050 \$</u>

9. SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Le total de la dépense salariale, incluant la charge sociale, fut de 1 033 232 \$ (2009 - 976 899 \$). Les salaires sont répartis entre les diverses activités opérationnelles comme suit:

	2010	2009
Recherche et développement des capacités	323 242 \$	416 882 \$
Formation	159 087	166 555
Programme international	241 683	195 625
Liens avec nos parties prenantes et communications	85 788	83 117
Salaires non liés aux programmes	105 641	90 829
Rapports publics sur la performance	117 791	23 891

10. COTISATIONS DES MEMBRES ET CONTRIBUTIONS

La Fondation tire près d'un tiers de ses revenus de cotisations des membres, d'un seul membre.

11. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Loyer

La Fondation a signé un bail pour ses locaux qui vient à échéance le 28 février 2013 avec les paiements annuels suivants:

2011	81 236 \$
2012	83 673
2013	78 804

Aussi, la Fondation a signé un bail pour les résidences du programme international qui vient à échéance le 30 juin 2012 avec les paiements annuels suivants:

2011	15 540 \$
2012	16 170
2013	4 080

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2010

12. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin d'inclure des revenus bruts et des dépenses du programme international et du fonds des rapports publics sur la performance anciennement détaillés comme un recouvrement des coûts indirects. Le revenu brut et dépenses des publications et sessions de formations sont également démontrés dans l'état des opérations.

13. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

La Fondation définit son capital comme étant son actif net. Il n'y a pas de restrictions internes sur le capital. L'objectif de la Fondation en ce qui a trait à son capital, est de maintenir suffisamment d'actif net pour assurer la stabilité de sa structure financière et ainsi pouvoir servir ses membres.